
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

Nº. CCVIII.

Du Lundi 8 Février 1790.

Séance de samedi soir.

L'ÉVÉNEMENT mémorable du 4 février a donné une nouvelle impulsion au patriotisme ; jamais les dons n'ont été si nombreux que dans cette séance. La municipalité de Champ-sur-Marne fait abandon de 1800 livres, produit de la contribution des ci-devant privilégiés.

Les habitans de la ville de Neufchâteau en Lorraine ont donné leurs boucles & une partie de leurs bijoux d'or & d'argent.

Les prémontrés de l'abbaye de Mureau ont fait don de 3000 livres, & d'une partie de leur argenterie.

La communauté de Removille offre le produit de la vente de ses bois.

Celles de Graphini & Chenin en Lorraine ont envoyé deux statues & deux burettes d'argent, avec une somme de 1550 livres fournie par tous les habitans. Les plus pauvres, sur-tout, se sont empressés d'y contribuer, & leur pasteur a donné une tabatière d'argent, & tout ce que la médiocrité de son bénéfice lui permettoit de sacrifier.

On a distingué ces bienfaits parmi le grand nombre

Tome VI,

D d

D'adresses, dont M. de Noailles a fait lecture, & l'on a remarqué qu'en lisant ces adresses, M. de Noailles s'est arrêté, en disant, qu'il ne croyoit pas devoir prononcer le mot d'aristocratie, cité avec mépris & avec horreur dans toutes ces adresses, parce que ce mot devoit à l'avenir être effacé de notre langue.

M. Poncel d'Elpech a présenté une adresse des non-catholiques de la ville de Montauban, contenant l'expression de leur profonde reconnoissance, pour le décret qui leur a donné la qualité de citoyens actifs.

D'autres citoyens sont venus couvrir de leurs offrandes l'autel de la patrie. Les boursiers du collège de Louis-le-Grand ont donné 900 livres; leur discours a été entendu avec plaisir, ainsi que la réponse de M. le président.

Les pensionnaires du collège du Plessis ont offert une somme de 1330 livres.

Les étudiants du collège d'Arcourt, 1334.

Les élèves de M. Patris, maître de pension, ont donné leurs boucles d'argent & la somme de 245 livres.

Le district des Feuillans, les sieurs Jacson de Vauvignolles & de Sainte-Suzanne, députés de Tournon, & les volontaires de la Bastille, se sont réunis à ces jeunes citoyens; le discours de ces volontaires a été prononcé par M. Dufaut, célèbre par son patriotisme & par son goût pour les lettres, & comme il a été très-applaudi, nous le donnons incessamment.

Tous les magistrats du châtelet ont été reçus au milieu de l'assemblée, pour prêter le serment civique; M. Talon, lieutenant-civil, a porté la parole, & a dit :

MESSIEURS,

« Nous venons remplir le vœu le plus cher à nos cœurs, & nous acquitter du plus saint de nos devoirs. Quand tous les français s'empressent de se réunir à la constitution par un serment solennel, les ministres de la

loi, encore plus comptables de leurs sentimens & de leurs principes envers la nation, doivent offrir les premiers ce témoignage religieux de fidélité & d'obéissance.

» Placés sous l'empire d'une constitution libre, nous n'avons plus à redouter ces jours de deuil où nous ne pouvions servir la cause publique que par l'inaction & le silence, & nous sommes assurés que désormais le serment qui lie tous les citoyens à la patrie, ne se trouvera plus en opposition avec celui qui nous attache à nos fonctions.

» Le châtelet de Paris doit en particulier jurer à l'assemblée nationale, qu'étant revêtu par elle du plus redoutable des pouvoirs, porté par elle au milieu d'une carrière aussi pénible qu'éclatante où l'expérience ne peut lui servir de guide, il ne cessera de marcher avec courage vers le flambeau qui lui sera présenté par la loi au travers des tumultes & des orages dont la fureur des passions ou l'erreur des préjugés peuvent chercher à l'environner. »

Après le discours de M. le lieutenant civil, le prévôt de Paris en a prononcé un autre, & M. le président a répondu :

« Le châtelet de Paris, dépositaire des plus grands intérêts, justifie l'honorable confiance que l'assemblée nationale lui a témoignée. Elle voit avec satisfaction cette cour être la première à donner l'exemple de la soumission, de la fidélité & du respect pour les loix. »

Les magistrats ont ensuite prêté le serment suivant la formule ordinaire. Le spectacle de cette cérémonie auguste a paru faire une grande impression sur les jeunes élèves qui étoient venus offrir leur don patriotique.

Les magistrats du châtelet ayant été invités à assister à la séance, ont entendu bientôt après discuter une cause qui regardoit la magistrature de Rennes. M. le président a dit que le garde-des-sceaux venoit de lui annoncer que les

lettres-patentes , pour l'établissement de la cour supérieure provisoire de Rennes , étoient scellées & envoyées.

On a proposé alors de reprendre la discussion de l'affaire concernant la chambre de vacations du parlement de cette ville.

M. Chapelier a présenté un décret plus doux que celui que paroïssoit desirer la commune de Rennes. Il a pensé sans doute , avec ses collègues , que les circonstances actuelles devoient les porter à l'indulgence , & que leurs commettans eux-mêmes n'auroient pas eu d'autre vœu , s'ils avoient pu être instruits des détails de la fameuse séance de jeudi dernier.

M. Casalès a été le seul qui ait pris la parole sur cette affaire. Il s'est élevé avec force contre ce qu'il appelloit le despotisme des municipalités. Il pensoit que les magistrats de Rennes étoient opprimés par les formes mêmes que les gardes nationales avoient employées pour leur sûreté.

« Il faut , disoit-il , que la nation sache que vous punirez l'oppression par-tout où elle se trouve ; que vous détestez également le pouvoir arbitraire dans les corps comme dans les particuliers ; & que le despotisme municipal ne doit pas succéder au despotisme ministériel.

» J'adopte la motion de M. Chapelier , & je propose pour unique amendement de blamer la municipalité de Rennes , pour avoir opprimé les magistrats.

M. Chapelier est remonté à la tribune pour exposer les faits particuliers qui justifioient la conduite des gardes nationales , & de la municipalité de Rennes.

L'amendement de M. Casalès n'a eu , & ne pouvoit avoir aucun succès sans aucune discussion ; la question préalable l'a écarté , & l'on a mis aux voix le projet de décret proposé par M. Chapelier. Le voici :

» L'assemblée nationale délibérant sur la conduite des juges désignés pour composer la chambre des vacations , dernièrement nommée parmi les membres du parlement

de Bretagne, déclare que dans le moment où le roi est venu se réunir si intimement aux représentans de la nation, elle ne veut se rappeler que les sentimens patriotiques qui ont animé tous les François :

» Mais attendu que ceux qui ont résisté à la souveraineté de la nation & aux ordres du roi ne peuvent exercer les droits de citoyens actifs, jusqu'à ce que sur leur requête le corps législatif les ait relevés de l'incapacité qu'ils ont encourue :

» Décrète que les ci-devant juges appelés pour composer la chambre des vacations dernièrement nommée en Bretagne, ne seront admis à exercer les droits de citoyens actifs, que lorsque sur leur requête présentée au corps législatif, ils en auront obtenu la permission.

Dans d'autres circonstances, la résistance des magistrats de Rennes auroit occasionné de vifs débats & un décret sévère; mais aujourd'hui la modération & l'amour de la concorde doivent achever la révolution.

M. Meunier du Breuil a présenté avec précision l'état des contestations élevées dans la commune de Ris, qui a vu s'élever le même jour, dans son sein, deux municipalités rivales sur le sort desquelles l'assemblée devoit prononcer. Il seroit trop long de rapporter les faits dont M. Dubreuil a présenté rapidement le tableau; il suffira de faire connoître l'avis du comité qui a été décrété en la forme suivante :

» L'assemblée nationale, sans avoir égard à aucune des deux municipalités formées à Ris le 11 de ce mois, renvoie au pouvoir exécutif pour, sur une nouvelle convocation & assemblée qui se tiendra au jour indiqué, par tous les citoyens, à l'église, à défaut d'hôtel-de-ville, être procédé au choix des nouveaux officiers municipaux, & statuer entre eux sur toutes les contestations qui pourroient s'élever relativement au titre de citoyen actif. »

M. Faidel a présenté un tableau singulièrement ef-

frayant de l'insurrection arrivée dans le Querci. D'après les lettres qu'il a lues, il a fait entendre que le peuple a été égaré par des avis & même des écrits incendiaires; il a demandé, ainsi que M. la Chaife, que l'assemblée s'occupât sur le champ des moyens propres à arrêter des émotions aussi funestes à la propriété, que contraire à la tranquillité publique.

D'après quelques observations présentées par MM. l'abbé Grégoire & Dumets, l'assemblée a désiré de connoître les détails de ces plaintes, & elle a renvoyé au comité des rapports pour en rendre compte aujourd'hui, deux heures.

Séance d'hier.

Cette séance extraordinaire n'a été tenue que pour accélérer les opérations de la division du royaume. Aussi plusieurs départemens ont-ils été décrétés.

Celui de Bordeaux, ainsi que celui du Soissonnois, que nous avons annoncés hier, ont été décrétés en ces termes :

Décret sur le département de Bordeaux.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que les limites du département du Bordelois demeurent fixées, conformément aux délibérations prises par les députés de ce département, & par les députés des départemens limitrophes.

2°. Que la ville de Bordeaux est chef-lieu du département du Bordelois, lequel est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont Bordeaux, Libourne, Lormelle, Bazas, Cadillac, Bour ou Blaye, & l'Esparre.

3°. Que la division de ces districts en cantons est seulement provisoire; que la première assemblée de département est autorisée à rectifier toutes erreurs, & à faire les changemens que les convenances locales exigent.

4°. Que l'assemblée de département déterminera aussi l'établissement qu'elle jugera convenable de fixer dans la ville de Sainte-Foye, unie au district de Libourne.

5°. Que la ville de Castelmoron d'Albret, faisant partie

du district de la Réole , étant en possession depuis plusieurs siècles de trois cours de justice , pourra être le siège de l'un des établissemens que l'assemblée de département jugera venable d'y fixer.

6°. Que sur les difficultés qui se sont élevées pour savoir laquelle des deux villes de Bourg ou de Blaye seroit le chef-lieu du district établi dans cette contrée , la première assemblée des électeurs de ce district , qui se tiendra dans la ville Bordeaux , décidera cette contestation à la pluralité des suffrages , à laquelle assemblée n'assisteront pas les électeurs des paroisses du Fronladois , faisant actuellement partie de ce district.

7°. Que ces paroisses ont dès à présent l'option de s'unir au district de Libourne , ou de rester à celui de Bourg ou Blaye , si elles le jugent plus convenable.

8°. Que les électeurs du district de Bourg ou Blaye décideront si le tribunal de justice & l'administration seront divisés entre ces deux villes , ou si ces établissemens seront réunis.

Décret sur le département du Soissonnais & du Laonais.

» L'assemblée nationale décrète, que le département du Soissonnois & Laonois est divisé en six districts ; Soissons, Laon, Château-Thierry, Saint Quentin, Chaulny, Guise.

» Que les électeurs statueront définitivement sur le choix du chef-lieu entre Guise & Vervins, mais que Guise aura provisoirement le chef-lieu.

» Que les électeurs arrêteront aussi définitivement quelle fera la distribution des établissemens entre les villes de Chaulny, Caux & la Fère ; que Chaulny fera provisoirement le chef-lieu ».

M. Gossin a repris encore les fonctions de rapporteur.

Le département des deux Flandres, du Hainaut & du Cambresis, a donné lieu à quelques débats. M. Kispooter & les autres députés de la Flandre maritime, ont forte-

ment insisté pour que Lille fût le chef-lieu du département.

D'autres membres ont défendu l'avis du comité, qui a été mis aux voix & décrété ainsi :

» L'Assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que la ville de Douai est le chef-lieu du département des deux Flandres, du Hainault & du Cambresis.

2°. Que les limites de ce département avec celui de l'Artois, s'établiront telles qu'elles ont été convenues par les départemens respectifs, dans l'acte signé d'eux au comité de constitution. »

M. Gossin a rapporté encore le département de Beauvais ; voici le décret adopté :

» L'Assemblée Nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département de Beauvoisis sera divisé en 9 districts & en 76 cantons. Savoir :

Chaumont.....	7 Cantons.
Beauvais.....	10
Grandvilliers.....	9
Breteil.....	9
Clermont.....	10
Senlis.....	8
Noyon.....	9
Compiègne.....	8
Crépy.....	8

Conformément à la carte & au procès-verbal remis par les députés du département au comité de constitution.

2°. La première assemblée de département se tiendra dans la ville de Beauvoisis, & décidera dans le cours de la session où seront convoquées les suivantes, s'ils ne jugent qu'elles doivent être continuées à Beauvais.

3°. Que la ville de Verberie sera libre de passer au district de Compiègne aussi-tôt que celui-ci aura pu fournir au district de Crépy, un nombre de communautés équivalentes en population & contribution, & jusqu'à cet échange amiable, restera au district de Crépy ».

M. Goffin a fait encore le rapport du département de Bourges. L'avis du comité a été adopté en ces termes ;

» L'Assemblée Nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département de Bourges, dont Bourges est le chef lieu, sera divisé en 7 districts.

2°. Que les chefs lieux de ces districts sont Bourges, Vierzon, Sanurre, S. Amand, Ligniere, Château-Meillac, Sanconis & Aubigni, sauf à placer le siège du tribunal du district de Château-Maillac à Lignieres, celui de Saconis à Dunlerois, & celui d'Aubigny à Hénrichemont, sauf en faveur des villes de ce département, la répartition des établissemens qui seront déterminés par la constitution, s'il y a lieu.

M. Dupont de Nemours a fait ensuite le rapport du département du Vivarais, & voici le décret qui a été rendu :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département du Vivarais est provisoirement divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont Annonay, Tournon, Vernoux, Privas, Villeneuve de Berge, & l'Argentiere.

2°. Que les séances du département alterneront entre les villes d'Annonay, Tournon, Privas, Aubenas & le Bourg, mais que la première assemblée se tiendra à Privas.

3°. « Que les autres conventions des députés du Vivarais, sur l'alternative des séances des districts, le Tournon-Vernoux, Privas, Aubenas & l'Argentiere, seront provisoirement exécutés en faveur des villes de Montperat, Saint-Perey-de-Saigne, la Voûte, Joyeuse, de manière néanmoins que les premières assemblées aient lieu à Tournon, Vernoux, Privas, Aubenas & l'Argentiere.

4°. « Que l'assemblée nationale aura les égards que de raison à la division des établissemens de ces districts, entre les villes ci-dessus énoncées, sur le vœu des députés à l'assemblée nationale ou sur celui des électeurs du département.

» Que les articles ci-dessus pourront être modifiés & changés, pour la prochaine législature, sur la demande des électeurs du département. »

M. de Cernon a présenté la division de département de la haute-Provence qui a été décrété ainsi :

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution.

« Que le département de la haute-Provence est divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux sont Digne, Forcalquier, Sisteron, Castellane & Barcelonnette. »

Le même rapporteur a fait part à l'assemblée de quelques discussions élevées, relativement à la ville de Rofoi, dans le département de Meaux, déjà décrété ; mais sur la demande de plusieurs députés, la question a été ajournée à mardi.

On a proclamé ensuite le résultat des scrutins pour la nomination des adjoints au comité ecclésiastique. Les voici :

MM. Dionis du Séjour, dom Gerle, l'abbé de Montefquiou, Guillaume, de la Côte, Dupont de Nemours, le curé de Sergi, l'abbé Expilli, Chasset, Gassendi, Boislandri, Fermont, dom Breton, la Poule, le curé de Souppes.

M. Voidel, député de Sarguemine, est monté à la tribune, implorant les secours de l'assemblée pour une famille malheureuse : « Vous avez déjà commencé, a-t-il dit, la réforme du code criminel ; vous avez décrété l'égalité des peines ; vous avez assuré les formes les plus propres à constater les délits & la manière la plus douce de les punir ; mais vous n'avez encore rien déterminé pour prévenir les crimes : je viens solliciter un moyen provisoire d'arrêter un paricide. »

M. Voidel a présenté ensuite l'affreux tableau des excès auxquels s'est livré le fils d'un habitant de Nancy, & dont la famille avoit fait prolonger la minorité par le magistrat jusqu'à l'âge de 30 ans ; il a dit qu'un jour ce jeune homme

s'étoit enfermé dans sa chambre , où l'on avoit entendu tirer un coup de pistolet ; que son père étant accouru avec des parens & des amis , ce jeune homme avoit menacé de tuer le premier qui entreroit ; que les soldats de la garde nationale ayant été appelés , & la porte de la chambre enfoncée , le jeune homme avoit tiré un coup de pistolet à un soldat qu'il avoit manqué heureusement , & qu'enfin l'étonnement des spectateurs lui avoit donné le temps de s'échapper.

» Une délibération prise par les parens , a ajouté M. Voidel , constate tous ces faits , à la suite desquels le jeune homme a été renfermé dans une maison de correction près de Nanci , en vertu d'un ordre provisoire du procureur - général qui se disposoit cependant à lui rendre sa liberté , quoiqu'elle menaçât la vie du père.

Après ce récit , M. Voidel s'est borné à demander que M. le président fût autorisé à écrire au procureur général de Nanci ; que le jeune homme ayant été renfermé provisoirement sur un ordre du magistrat , d'après un jugement domestique , la liberté ne devoit pas lui être rendue avant qu'elle fût réclamée par une autre délibération de la famille , ou que l'assemblée eût statué définitivement sur les précautions à prendre dans des cas semblables.

« Il est à désirer , a dit M. Chapellier , qu'on établisse dans le nouvel ordre judiciaire un tribunal de famille , & qu'il y ait des loix qui permettent la récusation pendant un certain temps ; mais c'est ici une affaire particulière sur laquelle le magistrat peut prononcer ; il l'a même déjà fait : que la famille s'adresse donc au juge ; qu'on informe & qu'on n'arrête les citoyens qu'après les formes légales. Je demande la question préalable. »

M. de Mirabeau a annoncé un travail qu'il proposeroit bientôt , comme membre du comité des lettres de cachet , pour établir des maisons de correction.

« Cette institution , a-t-il dit , levera toutes les craintes

& tous les scrupules ; il est impossible de faire des réglemens particuliers. C'est ainsi que se sont introduites les lettres de cachet. On a commencé par alléguer le malheur des familles, ensuite les convenances, ensuite le plus affreux arbitraire ; mais ce régime hideux est anéanti, & j'appuye la question préalable.»

M. de Montlausier demandoit le renvoi au pouvoir exécutif comme ayant des moyens pour renfermer les insensés & les furieux « On ne peut prononcer, disoit-il, sur une affaire si affligeante par la question préalable. » Mais M. d'Aiguillon & M. Mougins ont observé que c'étoit rétablir les lettres de cachet, que de renvoyer au pouvoir exécutif. La question préalable sur le tout a été mise aux voix & adoptée.

M. de la Merville a fait un rapport très-intéressant au nom du comité de commerce & d'agriculture, sur les desséchemens des marais, à la suite duquel il a proposé un décret en 12 articles, dont nous rendrons compte demain.

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs, dont l'abonnement finit au deux cent dixième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires, de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.